

ACTION CITOYENNE

Point de presse

21 Septembre 2012

La multiplicité des crises au cours de cette année ne laisse pas indifférents les citoyens. La précarité dans laquelle vivent les citoyens atteint des niveaux élevés. La cherté de vie, la faiblesse des revenus, l'insécurité des biens et des personnes, l'absence des services de l'Etat, l'inaccessibilité aux services sociaux de base, etc. sont devenus le lot quotidien des ménages.

Le Chef de l'Etat et son gouvernement ont fait beaucoup de promesses aux populations tchadiennes à la faveur de l'ère pétrolière. Des investissements ont bien entendu été faits dans plusieurs domaines : social, économique, administratif, etc. Mais, force est de constater qu'après 8 ans dans l'ère pétrolière, les principaux indicateurs macroéconomiques du Tchad n'ont pas augmenté, certains ont même reculés. Le Tchad se retrouve souvent avec des performances inférieures aux moyennes régionales africaines.

Les tchadiens dans leur ensemble cherchent des solutions à ces crises, mais le bout du tunnel ne pointe pas encore à l'horizon. Les différentes tentatives de dialogue social ont rarement abouti à des solutions équitables. C'est le cas de la crise sociale en cours, déclenchée par les syndicats. Dans ces conditions, le pays risque de glisser inexorablement dans la radicalisation, si le gouvernement tarde à assumer ses responsabilités pour apaiser la situation.

Pour contribuer à la recherche d'une solution à ces différents problèmes, un groupe de citoyens a pris l'initiative d'interpeller le chef de l'Etat par un mémorandum qui est aujourd'hui rendu public par le biais de ce point de presse.

Recommandations

Dans ce contexte difficile, les citoyennes et citoyens Tchadiens signataires du présent mémorandum :

1 - Demandent au Président de la République, garant de la paix sociale de :

- Engager le dialogue direct avec le syndicat des travailleurs en vue d'obtenir une solution durable aux revendications salariales dans l'intérêt suprême de la nation tchadienne;
- Ouvrir des canaux de dialogue permanent pour impliquer toutes les couches sociales dans la recherche des solutions aux crises qui apparaissent régulièrement dans le paysage politique et social du pays.

- Enrayer le conflit agriculteurs et éleveurs qui non seulement porte un coup dur à la production agricole et pastorale, mais fait aussi des victimes humaines et met à mal le bon vivre ensemble.

2 – Proposent au gouvernement de :

- Finaliser les résultats du recensement des agents de l'Etat en vue de la maîtrise du nombre des salariés émergeant sur le budget de l'Etat ;
- Redynamiser le mécanisme de régulation et de surveillance des prix sur le marché;
- Mettre en place des politiques d'accompagnement des producteurs ruraux (subventions par exemple) pour leur garantir l'accès à des prix justes et à la sécurité sociale.
- Reconsidérer la décision d'annulation partielle du Bac 2012 pour une question de justice envers les jeunes;
- Engager des reformes nécessaires pour enrayer le phénomène de baisse de niveau scolaire ;
- Renforcer les dispositifs sécuritaires en vue d'endiguer le phénomène d'insécurité urbaine qui sévit dans les différentes régions du pays ;
- Assurer la distribution du ciment de Baoré sur le marché selon les prix conventionnés ;
- Nommer des chefs d'unités administratives, militaires et de maintien de l'ordre compétents et capables de contribuer aux actions de développement.

La presse est invitée à en faire large diffusion pour relayer l'information aux citoyens pour que acte soit pris.

Je vous remercie au nom des signataires du mémorandum